

COLLECTION " LU POUR VOUS "

n°36 - avril 2024

Penser les risques du progrès

Sociétés du risque et modernité réflexive

Synthèse du livre d'Ulrich Beck

La Société du risque.

Sur la voie d'une autre modernité

leDoTank

en partenariat avec



Synthèse rédigée par **Raphaël Gialdini**,

ENS Paris-Saclay, à partir de :



Ulrich Beck – *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité* – Éditions Flammarion – Champs essais – 2008 [1986]

Ulrich Beck (1944-2015) est un sociologue allemand, enseignant-chercheur à la London School of Economics, auteur de *La Société du risque* (1986), et de nombreux ouvrages et réflexions sur la gestion et la mitigation politique et économique des risques dans les sociétés occidentales contemporaines.

La collection " Lu pour vous "

La collection " Lu pour vous " propose des synthèses de travaux académiques qui font référence sur des questions liées à la Responsabilité Sociale, Sociétale et environnementale des Entreprises (RSE).

Chaque thématique a vocation à être abordée par des auteurs ayant des opinions contrastées.

Ces notes de synthèse ne présentent pas un avis du DoTank et n'engagent pas sa responsabilité quant aux points de vue exprimés : elles n'ont d'autre ambition que de mettre à la disposition du lecteur des ressources pour sa réflexion et de lui donner envie d'aller plus loin dans la découverte des ouvrages et de leurs auteurs.

Penser les risques du progrès

Sociétés du risque et modernité réflexive

Avant-propos

En tant qu'elle s'appuie sur une prise de conscience inédite du rôle joué par les entreprises dans des phénomènes aussi importants que la crise écologique ou la montée des inégalités globales, la RSE s'inscrit dans un mouvement plus profond que l'on pourrait qualifier, à la suite du sociologue allemand Ulrich Beck, de « modernité réflexive ».

En effet, on définit classiquement la modernité comme un front de modernisation ayant pris son essor au XVII^e siècle, avec l'émergence de la science moderne et du capitalisme, puis s'étant approfondi au XIX^e siècle, à la faveur de la révolution industrielle, et reposant sur l'idée de progrès indéfini des richesses (croissance) et des savoirs (rationalisation). Au contraire, la « modernité réflexive » désigne le mouvement de remise en question de ce culte du progrès, qui s'est développé dans les sociétés industrielles à partir des années 1970, suite à la naissance des premiers mouvements écologistes.

Aussi, comprendre l'émergence d'un discours comme la RSE suppose de restituer le contexte culturel depuis lequel ce discours se déploie, à savoir l'entrée dans cette « modernité réflexive », où le prix de la modernisation et les risques qui l'accompagnent ne sont plus passivement acceptés par les populations mais sont de plus en plus réfléchis et intégrés au débat démocratique. C'est précisément une telle mise en contexte que permet la lecture des travaux d'Ulrich Beck.

Introduction

La fin de la religion moderne du progrès

Ce *Lu pour vous* voudrait proposer un aperçu des principales thèses défendues par le sociologue allemand Ulrich Beck dans *La Société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*. Le point de départ de la pensée de Beck est l'hypothèse d'une « rupture à l'intérieur de la modernité » et plus précisément d'une remise en cause radicale de ce qu'il appelle « la religion moderne du progrès » sous l'effet d'un constat qui se généralise, selon lui, dans toutes les sociétés industrielles depuis les années 70 : les promesses de la modernité n'ont pas été tenues. La misère n'a pas été vaincue, les inégalités se sont remises à croître, le sous-développement d'une grande partie du monde n'a pas cessé. Mais surtout, le progrès, en même temps qu'une accumulation de richesses, a engendré toutes sortes de maux que Beck désigne par le concept de « risque » : pollution, catastrophes industrielles ou nucléaires, risques alimentaires, menaces sur l'environnement, atteintes à la santé, à la sécurité, au bien-être.

Dans ce contexte, la peur est devenue le premier moteur de l'action (« j'ai peur a remplacé j'ai faim » écrit Beck) et la question du « partage des richesses » a fait place à celle de la « gestion des risques ». Il s'agit ainsi pour Beck de mettre l'accent sur ce moment de crise de légitimité que traversent les sociétés industrielles : elles ne produisent pas seulement des richesses mais aussi des risques et ceux-ci ne sont pas maîtrisés. Pour cette raison, les références à la science, à la technique, au progrès ont perdu la vertu consensuelle qu'elles pouvaient revêtir depuis les Lumières : la confiance dans la technocratie est rompue.

1.

La société du risque : quand la perception sociale du risque entre en conflit avec sa définition par les experts

Sous l'effet des mouvements écologistes notamment, la prise de conscience des risques serait au cœur de la crise actuelle qui fait de la production des connaissances (et de leur diffusion, manipulation, réception, *etc.*) un enjeu crucial. Inversant la célèbre formule de Marx, Beck montre, qu'en matière de risques, c'est la conscience (des risques) qui détermine l'être social (les comportements face aux risques) et non l'inverse. « Dès que les gens ressentent des risques comme réels, ils sont réels ».

C'est pourquoi les logiques de prévention sont devenues déterminantes, ce que manifeste la montée en puissance de dispositifs juridiques tels que le principe de précaution. Mais ces logiques sont loin de toujours parvenir à leurs fins car elles reposent sur des experts dont la légitimité, d'ordre scientifique, est loin d'être acquise et dont les connaissances, d'ordre disciplinaire, sont loin d'être toujours opératoires. C'est que « la perception sociale du risque » peut être différente de « la définition rationnelle des risques ».

Pour Beck, la prévention véritable est ainsi inséparable d'un exercice de construction de la confiance. Exercice qui suppose de confronter le point de vue expert sur le risque aux perceptions des citoyens afin de rendre acceptable démocratiquement le risque lié au développement d'une innovation.

2.

Individualisation des conditions de vie et de travail : la péremption des catégories de la société industrielle

La deuxième partie du livre permet à Beck de décliner les trois principaux domaines où se manifeste la société du risque.

Les modes de vie et de travail sont le premier de ces domaines. L'individualisation des conditions de travail et de vie peut en effet être considérée comme un facteur d'accroissement des risques. L'hypothèse de Beck est ici celle d'un « ébranlement du système de coordonnées de la société industrielle » et, plus spécialement, d'une « destruction des cadres des classes sociales et de la famille ».

L'augmentation de l'espérance de vie, la réduction des temps d'activité, la diffusion massive des biens de consommation « à forte valeur symbolique » (biens culturels notamment) auraient engendré une évolution culturelle drastique des formes de vie et de travail et la multiplication de ce que Beck appelle « les ambivalences ». Il s'agit par exemple de capitalisme sans lutte de classes (en raison de formes d'exploitation devenues plurielles et sans lien apparent), de classes sans conscience de classe (car composées d'individus ne s'identifiant plus les uns aux autres en raison de la disparité des conditions de vie et de travail), d'émancipation individuelle valorisée sans réelle égalité des chances, de mutation des marchés du travail dans le sens d'une plus grande flexibilité avec toutefois un maintien des dépendances institutionnelles (le salariat et les CDI demeurent un bastion hautement valorisé car sécurisant), d'augmentation des mobilités, de nouveaux

mouvements sociaux (écologie, féminisme, pacifisme) sans traductions politiques, *etc.* Toutes ces dynamiques socio-économiques multiplient les incertitudes et contribuent à annuler la pertinence des « vieilles catégories » de la société industrielle, sans toutefois les remplacer par de nouvelles catégories légitimes. Les théorisations de ce que Beck appelle « l'individualisation des classes liée au marché du travail » s'appuient sur des statistiques et des travaux qui concernent la RFA des années soixante-dix et quatre-vingt.

La question des rapports entre les sexes « dans et hors la famille » fait l'objet du chapitre 4 et aboutit à un exposé de ce que Beck présente comme des « éléments d'émancipation irréductible » à l'égard des cadres de la société industrielle : émancipation des femmes par l'accès à l'emploi, rationalisation du travail domestique, libération de la sexualité féminine, moindre dépendance des femmes à l'égard des rôles familiaux, égalisation lente mais irréversible des formations des hommes et des femmes, *etc.* L'idée paradoxale de Beck est que ces acquis seraient moins une conquête des mouvements féministes que le reflet des exigences accrues du marché du travail, lequel requiert la « mobilité parfaite d'individus sans famille ni couple ». Ce serait donc une exigence avant tout marchande qui aurait conduit aux grandes tendances mises en évidence par les statistiques (baisse des mariages, augmentation des divorces, diminution de la fécondité, hausse de la mobilité, *etc.*). Beck envisage alors trois « alternatives » possibles pour la société allemande de la fin des années quatre-vingt : retour à la famille, égalisation des conditions ou dépassement de la répartition des rôles de genre par des aides à la mobilité conjointe.

Le contenu des deux chapitres suivants (5 et 6), nettement plus courts que les précédents, n'apporte pas de modifications notables dans la théorisation des effets de l'individualisation des conditions de vie sur les catégories héritées de la société industrielle. Il est

toutefois intéressant de suivre les tentatives que Beck y déploie en vue d'opérationnaliser ses thèses sur l'individualisation à partir de deux propositions suggestives.

La première proposition concerne l'émergence de nouveaux modèles biographiques. Elle permet à l'auteur d'insister sur la diversification des cycles de vie en même temps que sur la naissance de nouveaux types de relations entre travail, formation et participation associative ou citoyenne. Le travail devient de plus en plus secondaire dans la définition des identités sociales.

La seconde proposition vise à répondre à la déstandardisation des conditions de travail (c'est-à-dire à la fin du salariat comme cadre standard pour l'emploi en repensant les liens entre formations, activités professionnelles et modes de vie. À partir du constat d'une diffusion du modèle du sous-emploi flexible, l'auteur insiste en effet sur la nécessité d'inventer de nouvelles formes de gestion des risques liés aux périodes de chômage, de formation et d'inactivité. Cette seconde proposition rejoint en partie les politiques européennes déployées depuis lors en matière de « formation tout au long de la vie », qui reposent sur l'idée qu'un marché du travail plus flexible (où les individus changent souvent d'activité) exige l'institutionnalisation de nouvelles protections (notion de flexisécurité) et de nouveaux droits, telle que la possibilité de se former à nouveau pour amorcer une transition professionnelle.

3.

Modernité réflexive : la démocratisation des choix techniques et scientifiques

La troisième partie du livre porte sur la notion de « modernité réflexive », qui constitue le principal apport théorique du livre de Beck. Cette notion, à la fois épistémologique et politique, permet en effet à l'auteur d'articuler un constat, un problème et un projet.

Le constat est qu'étant désormais productrices reconnues de risques, les sociétés industrielles et leurs gouvernements ne peuvent plus se moderniser comme avant, en invoquant le progrès et en déléguant aux chercheurs, aux industriels et aux financiers la mise en œuvre de cette modernisation. La modernisation devient nécessairement réflexive parce qu'elle implique une conscience et une gestion des risques inhérents à cette modernisation.

Le problème est celui de la fin du monopole de la connaissance par les scientifiques et les experts. Ceux-ci se sont révélés faillibles par manque d'anticipation et/ou de divulgation des risques induits par leurs décisions de recherche, d'investissement ou d'industrialisation. Plus profondément, c'est le statut de la science qui est en cause (notion de « faillibilisme épistémologique ») tout autant que l'opacité des processus de décision. La recherche scientifique ne peut plus rester cette « boîte noire » inaccessible aux profanes. En tant que processus de production de connaissances, elle ne peut échapper à la critique au même titre que toute activité productive. C'est le processus d'apprentissage de la rationalité scientifique qui constitue le problème majeur de la société du risque.

Et cet apprentissage inclut celui de la critique, du débat, de la mise en doute, de la contre-expertise, de l'évaluation contradictoire des « effets induits ».

D'où le projet proprement politique sur lequel se conclut le livre de Beck : sortir du règne de ce que Beck appelle « la subpolitique technologique », réservant au couple « scientifiques et entrepreneurs » les choix décisifs en matière de modernisation, pour amorcer une dynamique de démocratisation des décisions de politique scientifique, technologique et économique. C'est la seule solution pour parvenir à cette « modernisation réflexive » qui ne soit plus le monopole des experts. C'est la seule voie efficace pour redonner à la pratique politique ses lettres de noblesse en rendant possible cette « démocratisation structurelle » permettant à tous les citoyens de pouvoir contrôler, discuter, contester les choix décisifs producteurs de risques. Il s'agit de contrôler la recherche et ses transferts aux activités économiques en mettant en place des moyens efficaces (tribunaux forts et indépendants, médias libres et outillés, droits aux contre-expertises, aux controverses et aux alternatives de la part des associations, des syndicats, des partis...). Il s'agit finalement de retrouver la conflictualité citoyenne grâce à un cadre légal adapté et un apprentissage collectif permettant de réhabiliter « les fonctions discursives et symboliques de la politique ».

Conclusion

Découvrir Beck, c'est finalement s'initier à une nouvelle manière de faire de la sociologie, qui s'émancipe des catégories de pensée héritées de la société industrielle (notions de classes sociales, primat du travail et de la profession dans la définition des identités sociales, *etc.*) et qui cherche à rendre compte des traits saillants des sociétés contemporaines, résolument post-industrielles.

Ainsi, l'intérêt de Beck pour la RSE est qu'il permet de comprendre en quoi la fin du modèle industriel et la progressive péremption des catégories de pensée qui lui étaient associées conduisent à une nouvelle forme de société, que l'auteur appelle « société du risque », où les coûts du progrès, tant économique que techno-scientifique, sont davantage réfléchis et critiqués par les agents sociaux. Or, le fondement de la RSE, à savoir le fait que les entreprises sont désormais sommées de s'expliquer sur leurs engagements sociétaux et environnementaux, et plus seulement sur le montant des profits et dividendes qu'elles dégagent, est le signe de cette nouvelle donne où le progrès économique ne revêt plus de valeur consensuelle.

À propos

LeDoTank

LeDoTank est une association dont la vocation est de chercher à combler le déficit de connaissance et de compréhension de ce que sont les entreprises moyennes ; déficit qui touche tous les champs : gouvernance, RSE, financement, performance sociale, etc.

LeDoTank s'inscrit dans l'écosystème des entreprises moyennes en initiant des projets qui associent entrepreneurs, experts et chercheurs pour mieux identifier leurs enjeux propres et chercher à mettre en avant leur singularité afin de proposer des solutions adaptées. Il s'agit de contribuer au renouvellement de leurs pratiques et d'informer les décideurs des règles du jeu sur les spécificités de ces entreprises.

Pour progresser dans ces différentes voies, leDoTank peut compter sur ses partenaires : ce sont des entreprises ou des organisations consacrant des ressources – financières et/ou humaines – à la recherche de réponses concrètes aux enjeux sociétaux qui touchent leurs marchés ou leur environnement direct, mais aussi plus largement, l'intérêt commun.

Contact leDoTank

Lorraine HARRIS
Déléguée Générale
Lorraine@ledotank.com

Nexia S&A

Nexia S&A est un groupe de 500 professionnels, dont 48 associés, spécialisé en audit, expertise comptable et conseil de la direction financière.

Le groupe et ses équipes apportent à leurs clients, PME, ETI et grands groupes, des solutions créatrices de valeurs dans les domaines comptables, financiers et ESG et les accompagnent pour les mettre en œuvre.

Nexia S&A cultive ses valeurs d'esprit d'équipe, confiance et compétence, et fonde son indépendance sur une totale maîtrise de son capital par ses associés et salariés.

Le groupe poursuit une stratégie de croissance maîtrisée fondée sur la présence de ses associés et managers sur le terrain, une offre de services évolutive, la généralisation du digital, une dimension internationale et le développement de la RSE tant en interne qu'au service de ses clients.

Nexia S&A exprime sa responsabilité sociétale dans sa gouvernance et ses pratiques managériales, et est très heureux d'accompagner leDoTank dans sa mission.

Contact Nexia S&A

Olivier JURAMIE
Associé – Directeur Général
o.juramie@nexia-sa.fr

La collection "Lu pour vous"

- n°1 : Les marchés à l'épreuve de la morale
- n°2 : La nouvelle question laïque. Choisir la République
- n°3 : Les relations marchandes face au don
- n°4 : Économie utile pour des temps difficiles
- n°5 : Peut-on penser une liberté sans abondance ?
- n°6 : La loi de 1905 n'aura pas lieu. Histoire politique des séparations des Églises et de l'État (1902-1908)
- n°7 : La gouvernance par les nombres
- n°8 : Le capital au XXI^e siècle
- n°9 : Refonder l'entreprise
- n°10 : Les Marchands et le Temple
- n°11 : La société selon Friedrich Hayek
- n°12 : Humanité. Une histoire optimiste
- n°13 : Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie
- n°14 : Printemps silencieux
- n°15 : La crise de l'État-providence
- n°16 : Enrichissement
- n°17 : Terre-Patrie
- n°18 : Temps, économie et modernité
- n°19 : Les révoltes du ciel
- n°20 : La Voie pour l'avenir de l'humanité
- n°21 : L'État ou la violence maîtrisée
- n°22 : Le capitalisme d'héritiers. La crise française du travail
- n°23 : L'impossible automation
- n°24 : L'État consacré par le risque
- n°25 : La 6^e extinction : Comment l'Homme détruit la vie
- n°26 : Le principe de solidarité
- n°27 : Le mythe du déficit. Vers une économie du peuple
- n°28 : La logique de l'honneur. Gestion des entreprises et traditions nationales
- n°29 : Représenter et gouverner. Une histoire de l'élection
- n°30 : Exit, voice, loyalty. Défection et prise de parole
- n°31 : Les désordres du travail. Enquêtes sur le nouveau productivisme
- n°32 : Une histoire des règles en Occident
- n°33 : La fabrique du consommateur. Une histoire de la société marchande
- n°34 : La naissance du principe de précaution. Responsabilité de l'avenir et avenir de la responsabilité
- n°35 : Le travail pressé. Pour une écologie des temps du travail
- n°36 : Penser les risques du progrès. Sociétés du risque et modernité réflexive